



Société
canadienne
du cancer

Recommandations de la Société canadienne du cancer
Présentées aux formations politiques

Élections générales québécoises de 2026



Société canadienne du cancer
Défense de l'intérêt public



Résumé

Le 5 octobre 2026 auront lieu les prochaines élections générales au Québec et la Société canadienne du cancer (SCC) a l'ambition de faire de la lutte contre le cancer une des priorités des différents partis politiques.

Le cancer demeure la première cause de décès au pays. On estime qu'en 2025, 66 600 Québécoises et Québécois ont reçu un diagnostic de cancer et que 22 600 en sont décédés¹. Les dernières données sur le cancer montrent que le Québec a le taux d'incidence de cancer le plus élevé au Canada, ce qui montre l'importance d'agir afin de réduire le fardeau de la maladie.

Malgré l'amélioration significative des taux de survie et de la stabilisation de l'incidence de la maladie, il faut s'attendre à ce que le nombre de cas de cancer augmente dans les prochaines années, en raison du vieillissement et de l'augmentation de la population².

Malheureusement, un diagnostic de cancer s'accompagne de coûts financiers importants pour les personnes atteintes et leurs proches³ et nous souhaitons que les différents partis politiques s'engagent à poser des gestes afin de réduire le fardeau financier de la maladie.

Ainsi, la SCC établit trois grandes priorités pour les élections générales :

1. Assurer l'accès aux soins et services en oncologie
2. Faire de la prévention du cancer une priorité
3. Réduire les coûts associés au cancer

À propos de la Société canadienne du cancer

La Société canadienne du cancer travaille sans relâche pour sauver des vies, améliorer la qualité de vie et mener une action collective contre le cancer. Avec le soutien de personnes atteintes, de bénévoles, de donateurs et de communautés de partout au pays, nous recueillons des fonds pour investir dans la recherche transformatrice sur le cancer, nous offrons un réseau d'aide bienveillant aux personnes atteintes de cancer et nous militons auprès des gouvernements pour créer un avenir plus sain pour tous. Ça prend une société pour agir contre le cancer, et la Société canadienne du cancer ouvre la voie.

Aidez-nous à changer les choses. Appelez le 1 888 939-3333 ou visitez cancer.ca dès aujourd'hui.

Pour toute information complémentaire :

David Raynaud

Gestionnaire principal, Défense de l'intérêt public, Société canadienne du cancer

david.raynaud@cancer.ca

¹ [Statistiques spécifiques 2025 pour le Québec - Société canadienne du cancer](#)

² [Statistiques canadiennes sur le cancer 2025](#)

³ [Statistiques canadiennes sur le cancer : Un rapport spécial de 2024 sur les répercussions économiques du cancer au Canada](#)



Assurer l'accès aux soins et aux services en oncologie

Détecter le cancer et débiter les traitements rapidement sont essentiels afin d'augmenter les taux de survie des personnes atteintes, de réduire la lourdeur des traitements et leurs effets secondaires tout en diminuant, à terme, les coûts en ressources humaines et financières pour le réseau de la santé.

Pourtant, au cours des dernières années, le nombre de personnes en attente d'une intervention chirurgicale oncologique a été en augmentation tout comme le nombre de patients qui sont en attente depuis 57 jours pour une opération. De plus, le gouvernement n'atteint pas son objectif de 69 % des interventions chirurgicales oncologiques réalisées en 28 jours ou moins⁴.

Au niveau du dépistage du cancer, malgré le fait que les données sur le volume de dépistage du cancer colorectal et du sein sont parmi les plus élevés au Canada, le Québec demeure la seule juridiction qui n'a pas de programme organisé pour le cancer colorectal et la seule qui n'a pas mis sur pied des mesures pour faciliter l'accès au dépistage du cancer du sein pour les femmes de moins de 50 ans.

Une étude réalisée en 2025 en partenariat avec l'Institut Angus Reid nous montre quelques autres tendances inquiétantes⁵ :

- La moitié des Canadiens font face à des obstacles pour accéder aux soins primaires, soit parce qu'ils n'ont pas de médecin de famille (19 %), ou qu'ils rencontrent des difficultés à obtenir des rendez-vous (30 %).
- Les médecins de famille sont souvent la porte d'entrée pour une détection, un diagnostic et un traitement précoces du cancer.
- Les Canadiens sans médecin de famille sont deux fois plus susceptibles de subir des retards dans leur diagnostic et l'obtention d'un rendez-vous avec des spécialistes.

Certes, les taux de survie au cancer sont en amélioration et le taux d'incidence de la maladie se stabilise, mais avec le vieillissement de la population et son augmentation, il faut s'attendre à ce que le nombre de cas de cancer soit en augmentation, au cours des prochaines années. Particulièrement au Québec, car les dernières données montrent que c'est la province avec le plus haut taux de cancer estimé au pays. Ces dynamiques montrent l'importance d'investir afin d'assurer l'accès aux soins et aux services en oncologie, de moderniser nos infrastructures numériques pour intégrer des outils et des traitements novateurs tout en s'assurant que les Québécoises et les Québécois aient un accès facile et équitable au dépistage du cancer.

Pour améliorer l'accès aux soins et services en oncologie, la SCC recommande aux partis politiques de :

- s'engager à déployer le programme québécois de dépistage organisé du cancer colorectal, le plus rapidement possible;
- s'engager à débloquer des sommes supplémentaires pour réduire les listes d'attente pour les interventions chirurgicales oncologiques et pour moderniser les infrastructures numériques du réseau de la santé.

⁴ [Performance du réseau de la santé et des services sociaux | Gouvernement du Québec](#)

⁵ [Health Care and Cancer: Persistent challenges remain in access to care](#)



Faire de la prévention du cancer une priorité

Selon l'étude ComPARE financée par la SCC, nous savons qu'environ quatre cas de cancer sur dix peuvent être évités grâce à l'adoption d'un mode de vie sain et des politiques qui protègent la santé des Québécois⁶.

Ces chiffres démontrent l'impact potentiel d'une meilleure prévention de la maladie afin de favoriser une population en santé. Particulièrement dans le contexte actuel, où l'on cherche des manières de réduire la pression sur notre réseau de la santé. Réduire le taux de tabagisme, bouger plus, mieux s'alimenter et diminuer sa consommation d'alcool sont des exemples d'habitudes de vie qui réduisent les risques de cancer⁷.

La taxation des produits nocifs pour la santé a été identifiée, dans la littérature scientifique et par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), comme le meilleur levier afin de réduire l'attrait et la consommation de ces produits. Par exemple :

- le Québec estime que chaque baisse d'un point de pourcentage du tabagisme ferait économiser annuellement 41 M\$ en coûts directs de soins de santé et 73 M\$ en coûts indirects, pour un total de 114 M\$ par année⁸;
- Terre-Neuve-et-Labrador a mis sur pied une taxe de 0,20 \$ par litre sur les boissons sucrées et les revenus ont été supérieurs à ce qui avait été anticipé par le gouvernement tout en diminuant la vente de ces produits de 12 %, en un an⁹.

De son côté, l'OMS a lancé une campagne pour inciter les États à augmenter les taxes sur le tabac, l'alcool et les boissons sucrées afin de freiner les maladies chroniques, comme le cancer, et générer des revenus qui pourraient être réinvestis en prévention¹⁰.

D'ailleurs, le pourcentage des dépenses en santé publique du Québec par rapport aux dépenses totales en santé est le plus faible des provinces canadiennes. C'est aussi la seule province où cette part a diminué avec le temps.

Pour faire de la prévention une priorité, la SCC recommande aux partis politiques de :

- s'engager à augmenter ou de mettre sur pied une taxe spécifique sur les produits du tabac, les boissons sucrées et l'alcool tout en réinvestissant une partie des revenus en prévention;
- s'engager à investir de nouveaux montants en santé publique afin de rattraper, progressivement, la moyenne canadienne.

⁶ [Statistiques sur la prévention - Étude ComPARE - Société canadienne du cancer](#)

⁷ [Nombre de cas de cancer qui pourraient être évités au Québec - Étude ComPARE - Société canadienne du cancer](#)

⁸ [Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025](#)

⁹ [Evaluating Canada's first sugar-sweetened beverage tax in Newfoundland and Labrador - Fondation des maladies du Cœur et de l'AVC](#)

¹⁰ [L'OMS lance une campagne audacieuse pour augmenter les taxes sur la santé et sauver des millions de vies | OPS/OMS | Organisation panaméricaine de la santé](#)



Réduire les coûts associés à un diagnostic de cancer

En décembre 2024, la Société canadienne du cancer a publié un rapport spécial sur les répercussions économiques du cancer au Canada qui montre que le cancer coûte en moyenne près de 33 000 \$ à vie pour une personne atteinte au pays.

Ainsi, les personnes atteintes et leurs proches aidants paieront de leur poche 20 % des coûts totaux du cancer, soit un montant de 7,5 G\$ en 2024¹¹. Les personnes atteintes de cancer perçoivent leur fardeau financier comme élevé, dépensant environ un tiers de leur revenu mensuel en coûts liés au cancer. En effet, une revue scientifique de 2021 a révélé qu'au Canada, les adultes atteints de cancer et leurs proches aidants dépensaient de leur poche de 20 \$ à plus de 530 \$ par mois pour des coûts liés au cancer¹².

De plus, dans un sondage mené en partenariat avec le groupe Angus Reid (AR) et la SCC en février 2024, plus des deux tiers des répondants ont indiqué que s'ils avaient à assumer des dépenses supplémentaires pour suivre un traitement contre le cancer, ils éprouveraient des difficultés à couvrir leurs dépenses mensuelles¹³.

Une autre étude menée en partenariat avec AR a montré qu'un quart des personnes atteintes de cancer se déplaçaient hors de leur ville pour recevoir un traitement, souvent pour des séjours prolongés. En outre, les répondants ont souligné que les déplacements pour les soins mettent à rude épreuve la santé mentale (71 %), les finances (62 %) et leur logistique (63 %). Ces charges pèsent non seulement sur les personnes atteintes, mais aussi sur les aidants qui fournissent un soutien essentiel. Les personnes atteintes de cancer et les aidants qui habitent en milieu rural portent le fardeau le plus lourd¹⁴.

La participation aux essais cliniques entraîne aussi des coûts supplémentaires pour les personnes touchées par le cancer. En effet, les personnes à faible revenus et celles qui vivent dans des régions éloignées sont pénalisées de façon disproportionnée. Il est important de réduire, voire éliminer, les obstacles financiers à la participation aux essais cliniques sur le cancer en les intégrant dans la couverture de la politique de déplacement des usagers. Les essais cliniques sont clés dans le développement de nouveaux traitements sur le cancer.

Finalement, la SCC tient à reconnaître l'importance de l'apport des aidants dans le processus de traitement et de rétablissement des personnes atteintes. Ils offrent un soutien essentiel aux personnes atteintes de problèmes de santé complexes, comme le cancer, mais sont contraints d'engager des dépenses significatives pour leurs proches.

¹¹ [Statistiques canadiennes sur le cancer - Un rapport spécial de 2024 sur les répercussions économiques du cancer au Canada](#)

¹² Ragorri, N., de Oliveira, C., Fitzgerald, N., & Essue, B. (2021). The Out-of-Pocket Cost Burden of Cancer Care-A Systematic Literature Review. *Current oncology (Toronto, Ont.)*, 28(2), 1216–1248. <https://doi.org/10.3390/curroncol28020117>

¹³ [Un sondage de la Société canadienne du cancer révèle l'ampleur du fardeau financier d'un diagnostic de cancer sur les Canadiens - Cancer.ca](#)

¹⁴ [Health Care and Cancer: Persistent challenges remain in access to care](#)



Pour réduire les coûts associés au cancer, la SCC recommande aux partis politiques de :

- s'engager à bonifier et à indexer la politique de déplacement des usagers et à inclure les déplacements pour participer à des essais cliniques dans cette dernière;
- s'engager à rendre le crédit d'impôt pour personne proche aidante (PPA)¹⁵ plus accessible et à mettre sur pied une allocation pour PPA afin de lutter contre leur appauvrissement.

¹⁵

[Crédit d'impôt pour personne aidante | Revenu Québec](#)